

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 28 - 1 FRANC - 10-11-1971

LES TRANQUILISANTS DE LA RÉPUBLIQUE

Décidément, malgré l'assurance affichée par M. Pompidou au cours de sa conférence de presse, la V^e République ne se sent guère à l'aise en ce moment ! Les scandales financiers ont beau être traités avec « une inépuisable réserve de mépris » par le chef de l'Etat, ils n'en ternissent pas moins fâcheusement dans l'opinion l'image de marque de la majorité et ajoutent un discrédit supplémentaire sur la fonction parlementaire. Le pouvoir le sait si bien qu'il s'apprête à déposer un projet de loi rendant la fonction parlementaire incompatible avec celles de président ou de directeur d'une société immobilière.

Ce projet se veut un acte de moralisation de la vie politique. En fait, comme le rappelait l'éditorialiste du "Figaro", entre le vote et l'application d'une loi il y a un pas... qui n'est pas toujours franchi. Cette réflexion désabusée résume bien la morosité des Français à l'égard d'un Parlement dominé par les puissances d'argent comme d'habitude en démocratie et d'ailleurs inapte à gérer l'administration d'un Etat de plus en plus complexe. Il est douteux dans ces conditions que le tranquillisant législatif proposé au pays soit très efficace.

Le pouvoir, par ailleurs, redoute le mécontentement

de ceux qui ont compris que le Parlement, incapable, a été dépossédé de tout rôle sérieux, mais que les décisions appartiennent désormais à une technocratie d'Etat anonyme et tyrannique. Ce n'est pas le sabotage de la régionalisation qui dissipera ce mécontentement. Du coup, les chefs du régime multiplient paroles apaisantes et tournées de propagande dans l'Ouest. Après le voyage de M. Pompidou à Brest, voici celui de M. Chaban-Delmas à Poitiers, Saint-Nazaire et Nantes. Ce deuxième tranquillisant, pas plus que le premier, ne peut masquer que le régime, malgré une stabilité formelle, est incapable d'empêcher la crise de la société française.

Nous mettrons à profit cette contradiction. Il nous appartient, en analysant les problèmes concrets de la vie quotidienne, de montrer aux Français que la démocratie technocratique, tout comme la démocratie parlementaire, les conduit à l'impasse. Prenons la tête de ceux qui osent imaginer autre chose et faisons-leur redécouvrir la modernité de la monarchie, régime indépendant des factions, régime de responsabilité, régime à visage humain.

N.A.F.

La souscription de la Renaissance

La Nouvelle Action Française a montré la possibilité de mener un combat d'A.F., fidèle à l'esprit du nationalisme intégral mais ouvert aux réalités contemporaines et dégagé des vieilles ornières. Nos projets sont nombreux et nous devons maintenant développer notre action et continuer notre implantation, et nous orienter vers la conquête d'un public nouveau et plus large. Pour cela, il nous faut rapidement élargir notre assise financière.

D'autre part, la Cour d'appel d'Angers a rendu son verdict dans l'affaire J.-J. Servan-Schreiber : Y. Aumont, 6 mois de prison ; J.-F. Cheneval, 6 mois ; J.-Y. Gourin, 6 mois ; D. Ragot, 3 mois ; M. d'Orgeval, 2 mois ; Ph. Vergne, 2 mois, P. Collet, 2 mois. Les condamnés bénéficient du sursis ; l'ensemble des peines d'amende et dommages-intérêts atteint un million d'anciens francs pour les militants de la N.A.F., sans compter les frais de procès. Ces lourdes condamnations ne doivent en aucun cas ralentir notre développement.

Nous comptons sur vous.

M. H. (Paris-16^e), 9 ; Moucadet, 34 ; Ph. Beaume, 300 ; A. B. pour le journal, 300 ; pour le procès d'Angers, 200 ; Anonyme 17^e, 20 ;

P. Crocq, 30 ; Un militant de l'U.N.L.A.C., 10 ; Aubert, 20 ; Dr Marc Iselin, 20 ; Anonyme 18^e, 350 ; Max Lejeune, 20 ; Pour la renaissance : un paysan limousin, 50 ; Lichtig, 10 ; Section 8^e-17^e, 200 ; Ph. Destombes, 20 ; Cdt de Lavarrenne, 45 ; R. Fontenay, 50 ; Ph. Lejay, 10 ; Anonyme Provence, 34 ; R. Coustenoble, 100 ; Ch. Masson, 40 ; Gal d'Aillières, 70 ; Pasqueron de Pommervault, 20 ; Touchais, 40 ; R. Louis, 10 ; A. F., 180 ; J.-F. de Brousse, 100 ; Rey, 20 ; F. de Laborde, 100 ; Harary de Chazelle, 12 ; D. Vallier, 10 ; Anonyme Charente, 90 ; Bernard Pradier, 20 ; Anonyme 7^e, 70 ; M^{me} Chambon, 70 ; Max Roudet, 20 ; Anonyme, 20 ; Philippe Meynier, 20 ; Pradier, 20 ; M^{me} Claudot, 10 ; Ph. Bertrand, 20 ; B. Leduc, 20 ; Anonyme Limoges, 20 ; Col. Picardet, 20 ; Anonyme (Côtes-du-Nord), 200 ; Y. L., 1.500 ; Nicolas, 10 ; De Ravel, 55 ; Châtelet, 20 ; Fonctionnaire à l'O.R.T.F., 100 ; Lerat, 20 ; M^{me} J. Renouvin, 70 ; J. B. (Nancy), 45 ; Raguenet de Saint-Albin, 20 ; De Lauzun, 66 ; P. Brumiaux, 100 ; Damian, 25 ; Anonyme Reims, 50 ; P. H. (Cher), 50 ; M.-P. Tricot, 5 ; Pour le procès d'Angers, 70 ; Th. Dael, 17 ; J. Chailley, 25 ; Mion, 25 ; Pour le procès d'Angers, 1.000 ; J.-P. Lefèvre, 15 ; Fleurigant, 50 ; Anonyme Loiret, 300 ; Procès d'Angers : un militant ; 30 ; Broquet, 20 ; J. T., 100.

Total première liste : 6.842 F.

LIBRAIRIE

Pierre BECAT

L'Anarchiste Proudhon, apôtre du progrès social 12 F
Napoléon et le Destin de l'Europe.

Robert HAVARD de la MONTAGNE

Histoire de l'A.F. 8 F

Jacques PAUGAM

L'Age d'or du Maurrassisme ... 35 F

Jean-Noël MAGNE

Léon Daudet 40 F

Charles MAURRAS

Mes Idées politiques 20 F

Maurice JALLUT

Où va la République ? 9 F

Proposition pour un Nouveau

Régime 5 F

Pour vos commandes, adressez vos règlements au Service Librairie - Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs. (port : compter 10 % de la somme). C.C.P. : N.A.F. 642-31.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

RÉGION PARISIENNE

ÉTUDIANTS : tous les jours de 15 heures à 19 heures, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).
U.N.L.A.C. (Lycéens) : jeudis de 16 heures à 18 h 30, même adresse.

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

Permanence tous les vendredis à partir de 21 heures, au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, salle du sous-sol (métro : Convention).

PARIS NORD-EST

Permanence tous les mardis, à partir de 21 heures, au café La Mandoline, 2, avenue Secrétan, salle du premier étage (métro : Jean-Jaurès).

ROUEN

16 novembre 1971 : Conférence : « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ». G.-P. Wagner et Francis Bertin.
Salle de la Halle-aux-Toiles.

TOURS

16 novembre : Yves Lemaigen et Gérard Leclerc. « La monarchie, condition du progrès national ». Salle Balzac.

SIX-FOURS

La presse d'Action Française est en vente à la Librairie d'Almaric, avenue de la Mer.

MARSEILLE

Permanence tous les jeudis de 19 à 20 heures, au café « Le Petit Duc », Librairie Maupetit, 142, La Canebière, Marseille (1^{er}).
Responsable : J. de Cremiers, 701, Le Corbusier, Marseille (8^e).

GRENOBLE

Permanence tous les vendredis à 18 heures au local, 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 20 heures à 21 h 30, au restaurant « Au Canon », place du Corbeau, 67 - Strasbourg.

AUBE

Conférence de Bertrand Renouvin : « La Nouvelle Action Française », chez M. Bernard Breuzon, à la Maison du Champagne, Colombey-le-Sec. Le samedi 20 novembre 1971.

DOUAI

Mercredi 24 novembre : Gérard Leclerc. « La N.A.F., tradition et progrès ».

INSTITUT DE RECHERCHES

Les différents groupes de recherches de l'Institut souhaiteraient s'assurer la collaboration d'étudiants qui seraient chargés de réunir une documentation, de fournir des études de base et d'effectuer des enquêtes.
Les étudiants en droit, sciences économiques et sciences politiques, en histoire et en sociologie (parisiens et provinciaux) intéressés par ce travail, sont priés d'écrire à l'Institut de Recherches de la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}.

NANTES

17 novembre, Gérard Leclerc. « La N.A.F. face à la crise de civilisation ».

RENNES

Permanence : écrire à Y. de Prunelé, N.A.F., 35, rue de Châteaudun, à Rennes.

TOULON

Mercredi 1^{er} décembre : Gérard Leclerc. « La N.A.F., tradition et progrès ».

TOULOUSE

Réunion de rentrée le 27 novembre à 16 h 30, dans les salons du Grand Hôtel, 31, rue de Metz, sous la présidence de Jean Toubanc, membre du Comité Directeur de l'Action Française, responsable national de la propagande.

C.G.T. - C.F.D.T. : UN DIALOGUE DE SOURDS

En avril, le Bureau confédéral de la C.G.T. avait rédigé quelques « Thèmes de réflexion sur les perspectives du socialisme pour la France et le rôle des syndicats ». La C.F.D.T., qui cherchait d'une façon ou d'une autre à engager un débat sur la question, avait sauté sur l'occasion et promis une réponse. A vrai dire, les dirigeants cégétistes visaient assez juste : il s'agissait pour eux de montrer à qui voulait bien le constater leur volonté de discuter avec des alliés occasionnels, mais aussi de « coincer » la grande rivale communiste en l'amenant à avouer au grand jour ses tares intrinsèques.

Aussi, le document cégétiste examiné par la C.F.D.T. ne présente pas grand intérêt pour nous. C'est un ramassis lassant de tous les lieux communs de la démagogie communiste, prônant la nationalisation universelle et appelant les partis de gauche à prendre en charge les intérêts de la classe ouvrière, dans le style « suivez le bœuf ». En l'occurrence, les braves stalinien décatis de la rue La Fayette sont tombés dans le panneau en demandant à la C.F.D.T. de s'intéresser à la question qui lui répugne le plus : la grande urnaison de 1973.

Les cégétistes s'en sont donnés à cœur joie : rappelez-vous la polémique Edmond Maire - Laurent Salini (1), où le secrétaire général de la C.F.D.T. reprochait aux cégétistes de réduire le socialisme à « un peu de beurre sur la tartine » en voulant à tout prix faire déboucher les revendications sociales sur un programme politique. Cette fois la C.F.D.T. met les points sur les i. Séguin a beau déclarer que la C.G.T. ne « se laisserait pas conduire hors des limites de sa vocation syndicale », Maire ne veut pas entendre parler d'une union quelconque qui n'aurait pour but qu'une victoire électorale.

Dans le bla-bla insipide que la C.F.D.T. a examiné récemment, on pouvait lire que la C.G.T. combattait pour une « démocratie socialiste qui garantit

pleinement l'ensemble des libertés individuelles et collectives, des droits politiques et sociaux des citoyens dans le cadre du respect de la légalité socialiste ». Les cégétistes ont souhaité quelques détails plus explicites et, dans leur réponse qui rappelle longuement leurs aspirations fumeuses vers un socialisme à visage humain, opposent point par point et avec une patience infinie aux vieux slogans cégétistes leurs propres conceptions : autogestion, propriété sociale des moyens de production, planification démocratique. Bref, un dialogue de sourds entre idéologues butés. Mais il y a mieux : la C.F.D.T., qui sait remarquablement jouer les oies blanches et ne rate pas une occasion pour marquer en douceur des points contre la C.G.T., conclut en posant à sa rivale une longue série de questions perfides auxquelles ses destinataires seront bien embarrassés de répondre. Par exemple :

— L'aliénation ne découle-t-elle que de l'exploitation ?

— Les travailleurs ne seront-ils qu'associés par leurs élus à quelques décisions prises au niveau d'un organe de direction où leur pouvoir ne serait pas prépondérant ?

— Pourquoi la C.G.T. parle-t-elle de décentralisation économique sans parler de décentralisation du pouvoir politique ?

— La défense du socialisme peut-elle conduire à mettre en cause certaines libertés fondamentales ?

— Pour la C.G.T., le changement de majorité est-il l'objet principal de sa stratégie actuelle visant à instaurer une D.E.P. (Démocratie Economique et Politique) ?

— Comment éviter qu'un rassemblement aussi hétérogène n'éclate ? La mise en place d'un système autoritaire pour garder le pouvoir n'est-elle pas alors à craindre ?

— Qu'est-ce qu'un pouvoir démocratique s'appuyant sur les masses populaires et avant tout sur la classe ouvrière ? Est-ce que cela signifie la

prédominance du parti qui prétend représenter cette classe, ou peut-on concevoir plusieurs partis se réclamant de la classe ouvrière ?

Que répondra la C.G.T. ? Elle ne peut que noyer le poisson, sous peine de se ridiculiser. D'ailleurs, Edmond Maire l'y a invitée très poliment en déclarant qu'elle était « moins décidée qu'il y a quelque temps à l'approfondissement de la question ».

Deux conclusions à tout cela, qui tourne à la pantalonnade :

— La C.G.T., en ouvrant un « débat sur le socialisme » avec la C.F.D.T., voulait lui faire admettre qu'il n'y a qu'une façon d'arriver au socialisme : l'union de la gauche en vue de 1973. En termes clairs, la lutte électorale pour un gouvernement à participation communiste. C.Q.F.D. Rien de changé chez ces gens-là.

— La C.F.D.T., en ouvrant un « débat sur le socialisme » avec la C.G.T., voulait montrer à l'électorat syndical, textes à l'appui, que la centrale communiste avait du socialisme une idée sentant un peu trop le fagot, et sans rapports fonciers avec les intérêts immédiats de la « classe ouvrière ». Une façon comme une autre de faire comprendre que voter C.F.D.T. aux prochaines élections professionnelles, ce serait plus sérieux...

En somme, chacun tire la couverture à soi. Ces « discussions » auront été bien profitables pour chacun. A vrai dire, on ne voit pas très bien ce que vient faire le socialisme dans tout cela. Par contre, au vu du petit jeu des deux confédérations, on peut s'interroger sur la portée exacte de cette petite farce intersyndicale sur la défense réelle des intérêts des travailleurs. Ni la C.G.T. ni la C.F.D.T., en l'occurrence, ne semblent s'en soucier.

Philippe DARTOIS.

(1) Cf. N.A.F. du 15 septembre 1971.

NAF TELEX

• CENTRE : A Saint-Germain-en-Laye, les dirigeants du Centre Démocrate, du Parti Radical, du Centre Républicain, du Parti de la Démocratie Socialiste se sont mis d'accord pour se confédérer en un mouvement réformateur. Ce mouvement présentera des candidats partout au premier tour des élections législatives qui se retireront purement et simplement au second tour s'ils n'ont aucune chance de l'emporter. De la sorte le Centre tout en évitant de trancher ouvertement entre J.-J. S.-S., partisan de l'union de la gauche au second tour, et Lecanuet, qui n'en veut pas, joue de facto le rôle de roue de secours pour la majorité, les « pesanteurs sociologiques » de l'électorat centriste étant ce qu'elles sont.

• MAJORITE : M. Jeanneney vient de cla-

quer la porte de l'U.D.R., accusée d'être infidèle à la pensée du général de Gaulle en matière de régionalisation. L'incidence électorale de cette « foucade » est à peu près égale au poids politique spécifique de M. Jeanneney, c'est-à-dire voisine de zéro. Ce geste révèle néanmoins le désarroi des dirigeants de la majorité face aux réformes que l'état bureaucratique est incapable d'entreprendre.

• MEDECINE : La Fédération des Médecins de France, d'abord hostile au projet de fonctionnarisation de la médecine, a fini par s'incliner devant le ministre moyennant l'octroi d'une voix délibérative au représentant du conseil de l'Ordre dans les commissions chargées d'examiner le « profil médical » des praticiens. La vieille tac-

tique technocratique de grignotage des libertés selon le principe « trois pas en avant, un en arrière » a encore réussi.

• ENSEIGNEMENT : La grève s'étend à l'université de Paris VII où enseignants et étudiants réclament instantanément 85 postes nouveaux au ministre. Voilà qui illustre, s'il en était besoin, le caractère illusoire de l'autonomie financière des universités et l'incapacité de l'Etat à faire face à un raz de marée des effectifs qu'il a lui-même suscité par sa politique de démocratisation.

• MARCHE COMMUN : L'entrée de la Grande-Bretagne entraînera automatiquement celle de la Norvège. Le gouvernement français a-t-il songé à la concurrence très dure que l'industrie française du bois et de la papeterie devra affronter de la sorte ?

L'EXPLOITATION DES CONSOMMATEURS

Bien peu de journaux ont fait écho à la venue en France, voici deux semaines, de Ralph Nader. Il est vrai que cet avocat américain d'origine libanaise est à peu près inconnu en France. Mais surtout, son action au service des consommateurs est de celles que les commentateurs préfèrent passer sous silence. C'est que les campagnes menées par Nader depuis quelques années aux Etats-Unis ont mis certaines grandes firmes en difficulté.

Ralph Nader a commencé sa carrière de « citoyen professionnel » — c'est ainsi qu'il se définit — par la rédaction d'un livre ("Unsafe at any speed") consacré aux automobiles américaines, dans lequel il dénonçait les vices de construction de certains modèles. D'où une série de procès retentissants, qui tournèrent à l'avantage de l'avocat. Depuis, ses attaques se sont diversifiées : elles concernent tous les produits de grande consommation qui sont proposés aux Américains. C'est ainsi que Nader a révélé que les saucisses de porc contenaient huit fois sur dix « des fragments d'insectes, des larves, des poils de rongeurs et autres saletés », qu'un composé chimique dangereux entrainait dans la composition de certains aliments pour bébés et que, finalement, une grande partie de l'industrie des biens de consommation était fondée sur la

tromperie quant à la qualité des produits, tromperie qui allait jusqu'à menacer la santé ou la sécurité des consommateurs. Constatation qui débouche sur une mise en accusation de l'ensemble du système économique actuel car, comme le déclarait Nader devant les adhérents de la F.N.A.C., « la fonction économique de la tromperie n'est pas seulement de majorer les profits ; elle sert aussi à stimuler la croissance économique. Celle-ci cesse d'être synonyme de mieux-être : dans une large mesure, l'expansion reflète seulement l'essor d'industries et de services parasites qui réparent les défauts des produits et services qu'on nous vend en premier lieu » (1).

Analyse qui vient confirmer ce que nous disions depuis plusieurs années déjà (2) et qui n'est pas seulement conforme à la réalité américaine. Le néo-capitalisme français produit exactement les mêmes effets, exploite de la même manière le consommateur. C'est d'ailleurs ce que Nader a démontré à propos de l'industrie automobile française qui s'est vue refuser par l'administration américaine l'autorisation d'importer aux Etats-Unis des milliers de véhicules ne répondant pas aux normes de sécurité en usage depuis... les campagnes de Nader. C'est pourquoi les firmes françaises produisent maintenant des modèles améliorés,

mais uniquement réservés à l'exportation (3).

Il y a donc beaucoup à faire sur le plan français. Mais une action semblable à celle de Nader est-elle concevable dans notre pays ? Sans doute, de nombreuses bonnes volontés se sont révélées depuis quelques années. Le journal de la F.N.A.C. et le mensuel belge "Que choisir ?", par exemple, se consacrent à la défense de la qualité des produits de grande consommation. Mais ces tentatives courageuses se heurtent au silence de la grande presse et à l'indifférence des pouvoirs publics. Cela ne doit pas décourager des initiatives auxquelles "La Nouvelle Action Française" ne manquera pas de s'associer. Mais en prenant soin d'insister sur le fait que la défense des consommateurs passe par la remise en cause de l'ensemble du système économique actuel. Ce qui pose, une fois encore, un problème politique.

Bertrand LA RICHARDAIS.

(1) Citation extraite du "Nouvel Observateur" du 25 octobre qui reproduit l'essentiel des déclarations de Nader.

(2) Voir "N.A.F." n° 4 : « Le capitalisme ».

(3) Voir "Minute" du 27 octobre.

CHARLES DE GAULLE

Un an déjà... ou un an seulement... Il est difficile de prendre une conscience exacte de la durée lorsqu'on se réfère à un être déjà fixé dans son « immortalité subjective ». Lorsque le passé s'immobilise dans un éternel présent, l'être s'émancipe de sa contemporanéité. C'est vrai, de tous les disparus mais plus encore des personnages historiques qui vivent dans la conscience des peuples. De Gaulle vit désormais drapé dans sa légende et c'est ce De Gaulle-là que viennent vénérer les pèlerins de Colombey, mus par un réflexe presque religieux.

Il faut être passé par le petit village champenois pour prendre une conscience exacte du phénomène. Ne parlons pas du cimetière et de ses ex-voto, ni même de la forêt de cierges qui brûlent dans l'église paroissiale. Il y a plus caractéristique encore : ce silence impressionnant qui règne dans les boutiques de souvenirs. On n'y parle qu'à mi-voix comme dans l'enceinte de la grotte à Lourdes. Seule peut-être l'île d'Yeu donne le même exemple de ferveur à l'égard d'un homme que l'Eglise n'a pas porté sur ses autels.

C'était à prévoir : l'homme du 18 juin était, dès son vivant, promis à ce destin posthume. Mais il faut bien voir que sa légende, si elle l'introduit au royaume des demi-dieux, n'est pas sans influencer sur notre destin politique. La légende napoléonienne a pesé sur tout le XIX^e siècle. Jacques Bainville l'a lumineusement mon-

tré dans son *Histoire de trois générations* : l'évangile de Sainte-Hélène n'a cessé d'impressionner les esprits au point d'orienter toute notre politique étrangère pendant un siècle.

Même si Charles De Gaulle ne peut prétendre au halo de gloire du premier Bonaparte, l'image qu'il laisse impressionnera durablement les Français.

Cela ne serait rien, si cette image ne correspondait à une tendance profonde du peuple français : goût pour la grandeur, l'ordre, le style d'un chef. Si demain revenait une période d'anarchie parlementaire ou si plus profondément une crise nous jetait dans le désarroi, l'appel au soldat, à l'homme providentiel retentirait d'autant plus profondément que l'image de De Gaulle serait présente à tous les esprits.

C'est pourquoi l'histoire doit s'imposer face à la légende, une réflexion sérieuse, effacer l'image d'Epinal. Monarchistes, nous n'aurons de chance d'imposer notre solution politique que si nous brisons le cycle Démos-César. Or, la principale vertu de la légende gaullienne est de tourner les regards vers le César reprenant la République des mains de Démos défaillant pour la restaurer et la sauver.

Toute la question consiste pour nous, non pas à nous répandre en vaines lamentations sur un passé même douloureux, mais à construire l'avenir. Nous n'avons pas non plus à perdre notre temps dans de vaines polémiques et à perpétuer les luttes civiles.

L'unité française est un bien trop précieux. Le temps est venu de faire de l'histoire, de la vraie et surtout d'en tirer les leçons nécessaires.

Parmi ces leçons, nous nous bornerons à en dégager une particulièrement significative.

La V^e République n'a pas apporté de remède au déséquilibre fondamental de nos institutions. En effet, si une certaine continuité a été établie, cette continuité s'est faite au profit d'une bureaucratie toujours plus étouffante. D'où la crise de 1968. De Gaulle instruit par cette crise déclara qu'il fallait réformer, régionaliser, promouvoir la participation. Sa première tentative de réforme sérieuse provoqua sa chute.

Depuis, malgré l'annonce d'une nouvelle société, nous n'avons pas progressé. Bien au contraire. Le régime apparaît radicalement impuissant à « libérer » la société française, décidément bloquée dans ses ornières.

Le constat d'échec nous paraît fondamental dans la mesure où De Gaulle déclarait que la constitution de 1958 constituait son œuvre essentielle, la voie enfin trouvée qui permet de retrouver la cohérence nécessaire à l'Etat mais de garder également le consensus démocratique, expression de la liberté. L'Etat paraît impuissant et la liberté réelle de plus en plus réduite.

Cette leçon-là doit être retenue impérativement contre toutes les légendes.

Gérard LECLERC.

VOYAGE CHABAN :

LA RÉGION DANS LA SOCIÉTÉ BLOQUÉE

Deux semaines après le voyage présidentiel en Bretagne, M. Chaban-Delmas vient à son tour de faire une « tournée des popotes » dans l'Ouest de la France. Ces deux voyages se ressemblent beaucoup. Ils sont tous deux inspirés par la nécessité de calmer des élus locaux inquiets par la réforme, ou plus exactement la non-réforme régionale. Ils constituent, l'un comme l'autre, de véritables randonnées préélectorales dans des régions d'obédience gauliste mais irritées par une situation économique préoccupante. Ils illustrent enfin, de façon éclatante, l'incapacité du régime à mettre fin ou même simplement à empêcher l'aggravation des tares de la société démo-bureaucratique. Par-delà les relents de basse cuisine électorale qu'ils dégagent, c'est à ce dernier titre qu'ils nous intéressent car ils nous indiquent, s'il en était besoin, le point faible de « l'establishment » démocratique.

CHABLABABAN, SUBVENTIONS...

En débarquant jeudi à Poitiers, le Premier ministre a mis le pied dans une région en pleine perte de vitesse. Le président de la C.O.D.E.R. Poitou-Charentes s'est d'ailleurs chargé de le lui rappeler en déclarant que le chômage avait atteint la cote d'alerte en Charente-Maritime depuis octobre 1970 et dans la Vienne depuis le mois de septembre dernier. Et d'ajouter : « Alors que dix-neuf mille emplois ont été créés pendant le V^e Plan, le nombre d'emplois à créer de 1971 à 1975 doit atteindre au minimum quarante-quatre mille. Sur ces quarante-quatre mille emplois, la moitié concerne le secteur industriel, soit quatre mille quatre-cents par an, c'est-à-dire près de deux fois ce qui a été réalisé pendant les années précédentes. »

Dans la région nantaise la situation n'est guère plus brillante : les industries traditionnelles (constructions navales, métallurgie, biscuiterie) sont en pleine crise et les industries de remplacement se font attendre.

Au cours de son voyage, M. Chaban-Delmas s'est efforcé de rassurer. Il a certifié à Poitiers que les conseils régionaux à créer joueraient un rôle important dans l'élaboration de la planification régionale. Il a surtout répété à l'envie que les régions de l'Ouest ne devaient pas faire un complexe d'abandon, que le VI^e Plan avait retenu pour elles les hypothèses « hautes » en matière d'investissements, que le gouvernement ne songeait nullement, contrairement à ce que l'on a dit, à s'accommoder d'un volant de chômage et il a tenu

à marquer l'intérêt du pouvoir pour l'Ouest en posant la première pierre du pont, sur la Loire, Saint-Nazaire-Saint-Brevin qui entrera en service (sous toutes réserves) dès... 1975.

Autrement dit, Monsieur le Premier ministre de la nouvelle société débloquée et immobilière s'est montré un digne émule de son maître en abreuvant les populations de l'Ouest de bonnes paroles, de gestes spectaculaires à portée limitée et de promesses de subventions. Que ces promesses soient tenues nous importe d'ailleurs assez peu car l'injection de subsides préélectorales à des régions en perte de vitesse escamote le problème fondamental des réformes de structure et ne fait que donner un illusoire ballon d'oxygène aux intéressés.

... ET REFUS DE RÉSOUDRE LA CRISE DE L'OUEST

En effet, l'Ouest français, pour sortir de son marasme, a avant tout besoin que les investissements privés et publics soient judicieusement utilisés par un pouvoir local au courant des réalités de la région.

Le Poitou-Charentes pourrait devenir une zone où les industries de pointe prospéreraient et où le tertiaire supérieur se développerait. La région est située sur une voie de passage et à proximité de l'océan. De plus, elle dispose d'une armature de villes moyennes assez remarquables comme l'a d'ailleurs souligné Chaban : La Rochelle, Saintes, Angoulême, Niort et Poitiers. Cette dernière ville occupant dans l'Ouest de la France la position symétrique de Lyon dans le couloir rhodanien. La création d'un arrière-pays dynamique permettrait par contre-coup de relancer le pôle industriel nantais.

Encore faut-il que ces possibilités soient exploitées de façon réaliste. La ventilation des crédits, dans le cadre départemental, est toujours un obstacle au développement en France. Dans les départements du Centre-Ouest, dont le tracé est particulièrement incohérent, elle tourne au gâchis. Et au cours du voyage du Premier ministre, le vice-président du conseil général des Deux-Sèvres, M. Châtelain, n'a pas caché que la région, pour fonctionner de façon satisfaisante, devait s'articuler non autour du département mais du « pays ».

Par ailleurs, on doit se demander si les futurs conseils régionaux, dépourvus de ressources propres et n'ayant pas la direction des services de la région placés sous la tutelle du préfet, pourront seulement atténuer les aberrations multiples constatées

dans l'utilisation de l'argent public par l'administration étatique de la région. De ces aberrations citons un exemple particulièrement « hénaurme » et récent : le maire d'Angoulême n'a même pas été consulté par la direction départementale de l'Équipement lorsque celle-ci a pris la décision stupide de relier la ville à l'autoroute A 10 par une route à... deux voies. Le boulevard périphérique de cette agglomération de cent mille habitants devait d'ailleurs être lui aussi à deux voies ! Devant le mécontentement local, Chaban a décidé de porter à trois voies la déviation et le périphérique, ce qui n'est pas moins inepte. Chacun sait que les routes à trois voies sont les plus meurtrières.

Décisions technocratiques prises dans l'abstrait au mépris des impératifs de l'urbanisme et de l'économie suivies d'un mauvais compromis inspiré par des arrière-pensées électorales, voilà qui caractérise parfaitement la gestion des régions par la démocratie. L'idéologie jacobine, les impératifs électoraux interdisent au régime de créer à l'échelon local des centres de décision dynamiques. L'alternative est dès lors simple : ou bien préserver le régime et provoquer rapidement des distorsions économiques et une dégradation de la qualité de vie comme nous le verrons au cours des prochaines semaines, ou bien s'engager dans une voie qui permette à la société française de maîtriser le progrès technologique et détruire la démocratie. Quant à nous, notre choix est fait.

Arnaud FABRE.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

édité par S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs,
Paris-1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement : 35 francs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

Possédées de Loudun et Cinéma Mercantile

L'affaire des religieuses possédées de Loudun n'est pas près d'être un dossier classé. Depuis trois siècles, les explications, les interprétations, les commentaires se suivent sans jamais en épuiser les significations possibles. L'art s'en est mêlé : la littérature, le cinéma, la télévision et même la musique ont trouvé là le prétexte des créations les plus diverses, qui viennent toutes enrichir d'éléments nouveaux la question posée. Le *Cinq-Mars* de Vigny, la *Sorcière* de Michelet, *l'Amour absolu* de Jarry, les *Diables de Loudun* d'Al-dous Huxley, évoquent, d'une manière ou d'une autre, les figures étranges d'Urbain Grandier, curé de Loudun, et de Mère Jeanne des Anges, supérieure des Ursulines de cette ville.

Les faits se situent entre 1632 et 1640. Une trentaine de religieuses et de séculières sont brusquement prises de convulsions et de contorsions, dont le retour périodique n'a lieu qu'en public. En privé, les malheureuses retrouvent des comportements normaux, y compris dans leur vie religieuse. Ces phénomènes coïncident avec la présence à Loudun du curé Urbain Grandier, personnage équivoque qui fera l'objet d'une accusation et d'une condamnation non moins équivoques, et sera brûlé vif le 18 août 1634. Les années suivantes, placées sous le signe des exorcismes, ramèneront progressivement le calme dans cette petite ville de province qui n'aura plus d'autre destin que tranquillement balzacien.

Les événements de Loudun se situent cependant à une de ces époques que l'on qualifie généralement de « charnières ». C'est le triomphe de la contre-réforme, et celui de Corneille, tandis qu'à Rome, la Renaissance laisse la place au baroque. C'est aussi l'époque où Descartes projette dans le monde son *Discours de la Méthode*. C'est enfin le moment où la France met la dernière main à son unité, en détruisant les féodalités et en accordant au pouvoir royal les moyens de son indépendance et l'indépendance de ces moyens.

Le R.P. Michel Certeau, S.J., qui a étudié de près les problèmes de sorcellerie et de possession (qu'il ne faut d'ailleurs pas confondre) aux XVI^e et XVII^e siècles, a rassemblé un certain nombre de documents d'époque concernant la possession de Loudun. La présentation qu'il en fait amorce une analyse extrêmement féconde de leur signification. Il voit dans ces événements le révélateur d'un immense trouble : celui du passage à la culture moderne qui caractérise le début du XVII^e siècle — passage non seulement révélé, mais favorisé, encouragé par ce type d'événements. « La crise diabolique, écrit-il, a la double signification de dévoiler le déséquilibre d'une culture et d'accélérer le processus de sa mutation. » (1)

Le rôle politique joué par Richelieu dans cette affaire paraît être analysé d'une manière analogue. L'intérêt personnel du Cardinal, dont la duché-pairie se trouvait à une vingtaine de kilomètres de Loudun, n'est sans doute pas étranger aux déci-

sions qui ont été prises. Mais l'intérêt personnel n'est nuisible que lorsqu'il domine la raison d'Etat ou va contre elle. La culpabilité spirituelle et morale d'Urbain Grandier ne justifiait peut-être pas plus son bûcher que n'était justifié celui de Savonarole. C'est une question. C'en est une autre que de se demander si les diables de Loudun n'ont pas dévoilé une phase marquante de la naissance d'une nation, et s'ils n'ont pas contribué à accélérer le processus de cette gestation.

À la loi de la politique, le cinéaste Ken Russel répond par une provocation permanente. C'est à travers un délire sexuel et blasphématoire qu'il tente de recréer les différents épisodes d'une affaire qu'il a visiblement fort bien étudiée. S'appuyant d'une part sur les *Diables de Loudun* d'Al-dous Huxley et de l'autre sur une pièce de John Whiting les *Diables*, titre qu'il a conservé, il essaye de placer le récit à la fois totalement dans son époque originelle et hors du temps. Par le style du décor, par le jeu des anachronismes volontaires il tend vers une sorte d'universalité tandis que sa peinture de la débauche royale, trop grotesque pour être prise au sérieux, ramène aussi bien au XVII^e siècle qu'à une vision déformée et outrancière des personnages. Le sens du baroque, dont témoigne Ken Russel, ne survit pas très longtemps à cette vague de violence intérieure qui bientôt balaie le film et le transforme en un champ de foire obscène. C'est le véritable défolement d'un anglais inverti et probablement protestant qui prend ses désirs pour des réalités historiques. Il n'hésite pas, en effet, à transformer certains de ses personnages en vedettes de l'Alcazar, Louis XIII en tête ; et sa morale de l'affaire pourrait être la suivante : si Urbain Grandier avait aimé les hommes il n'aurait pas terminé ses jours sur un bûcher, car ce sont les femmes qui ont perdu ce grand séducteur, celle qui eut un enfant de lui, celle qu'il épousa en célébrant lui-même la messe dans la paroisse de Loudun, celle enfin qui, difforme et refoulée, au seul bruit de ses exploits amoureux, le dénoncera publiquement.

se de Loudun, celle enfin qui, difforme et refoulée, au seul bruit de ses exploits amoureux, le dénoncera publiquement.

Hâtons-nous de rétablir l'équilibre des positions en laissant à Michelet le soin de conclure : « Je suis contre les brûleurs, mais nullement pour le brûlé. Il est ridicule d'en faire un martyr, en haine de Richelieu. C'était un fat, vaniteux, libertin qui méritait, non le bûcher, mais la prison perpétuelle. »

**Dominique PAOLI
et Christian DELAROCHE.**

(1) « La Possession de Loudun », présentée par Michel de Certeau. Coll. « Archives ». Ed. Julliard.

UN PEU DE SOLEIL DANS L'EAU FROIDE,

de Jacques Deray, avec Claudine Auger, Marc Porel et Bernard Fresson.

Fidèle adaptation du roman de Françoise Sagan, le dernier film de Jacques Deray tranche nettement sur les précédents par un ton tout de réserve et de délicatesse. Si l'on se souvient de *Borsalino*, on ne peut qu'être surpris de constater une différence de style aussi frappante entre deux réalisations proches dans le temps. Il est certain qu'après *Doucement les Basses*, Deray avait besoin de réviser sa conception du cinéma ; sa collaboration avec Sagan semble réussie tant par l'emploi de subtiles demi-teintes que dans le choix des acteurs, Claudine Auger méritant sans conteste une mention spéciale.

ÇA N'ARRIVE QU'ÀUX AUTRES, de Nadine Marquand-Trintignant, avec Catherine Deneuve et Marcello Mastroianni.

Le dernier film de la mère de famille du cinéma français. Ne vaut que par ses deux interprètes.

LA LOI DU MILIEU, de Mike Hodges, avec Michaël Caine.

Encore un histoire de vengeance, également sauvée par son acteur principal.

REPRISE D'UN CYCLE CHARLES CHAPLIN, avec en premier lieu *Les Temps modernes*.

D. P.

POUR SALUER PABLO NERUDA

Depuis ce jour d'octobre où l'Académie suédoise a révélé le nom de son dernier lauréat, Pablo Neruda a connu le sort de tous les Prix Nobel : le monde entier sait maintenant qu'il est. Personne n'ignore plus qu'il est chilien, qu'il est ambassadeur à Paris, qu'il connaît le Président Allende, qu'il est communiste, que son cœur a vibré avec les républicains espagnols, que cela lui a d'ailleurs inspiré sa plus grande œuvre : « Le Chant Général », etc. Nous n'y reviendrons pas.

Il convient seulement d'attirer l'attention sur un point, dont on voudra bien admettre qu'il n'est pas de petite importance. Comme d'autres écrivains sud-américains (par exemple Alejo Carpentier, conseiller culturel de l'ambassade cubaine à Paris, qui n'est pas plus communiste que vous ou moi), Pablo Neruda porte un témoignage capital : celui d'une force neuve qui, du Mexique à la Terre de Feu, est

en train de monter, celui d'un continent sur le point d'émerger, le témoignage d'une autre Amérique, celle qui se proclame *latine*.

À une époque où l'Afrique gémit encore sous le poids du sous-développement, l'Amérique latine — qui a manqué le tournant du début de ce siècle en s'enfermant dans un pseudo-positivisme à base de grands principes libéraux et de bonnets phrygiens — cette Amérique nouvelle, libérée des Anglo-saxons, exploitera pleinement ses immenses richesses, affirmera son originalité et pourra donner à son être politique la dimension universelle perdue depuis le départ des Espagnols et Portugais.

Le merveilleux auteur de « Vingt poèmes d'amour et une chanson désespérée » s'est fait le chantre de cette Amérique-là. Cela vaut d'être salué.

C. D.

La souscription de la Renaissance

La Nouvelle Action Française a montré la possibilité de mener un combat d'A.F., fidèle à l'esprit du nationalisme intégral mais ouvert aux réalités contemporaines et dégagé des vieilles ornières. Nos projets sont nombreux et nous devons maintenant développer notre action et continuer notre implantation, et nous orienter vers la conquête d'un public nouveau et plus large. Pour cela, il nous faut rapidement élargir notre assise financière.

D'autre part, la Cour d'appel d'Angers a rendu son verdict dans l'affaire J.-J. Servan-Schreiber : Y. Aumont, 6 mois de prison ; J.-F. Cheneval, 6 mois ; J.-Y. Gourin, 6 mois ; D. Ragot, 3 mois ; M. d'Orgeval, 2 mois ; Ph. Vergne, 2 mois, P. Collet, 2 mois. Les condamnés bénéficient du sursis ; l'ensemble des peines d'amende et dommages-intérêts atteint un million d'anciens francs pour les militants de la N.A.F., sans compter les frais de procès. Ces lourdes condamnations ne doivent en aucun cas ralentir notre développement.

Nous comptons sur vous.

M. H. (Paris-16^e), 9 ; Moucadet, 34 ; Ph. Beaume, 300 ; A. B. pour le journal, 300 ; pour le procès d'Angers, 200 ; Anonyme 17^e, 20 ;

P. Crocq, 30 ; Un militant de l'U.N.L.A.C., 10 ; Aubert, 20 ; Dr Marc Iselin, 20 ; Anonyme 18^e, 350 ; Max Lejeune, 20 ; Pour la renaissance : un paysan limousin, 50 ; Lichtig, 10 ; Section 8^e-17^e, 200 ; Ph. Destombes, 20 ; Cdt de Laverenne, 45 ; R. Fontenay, 50 ; Ph. Lejay, 10 ; Anonyme Provence, 34 ; R. Coustenoble, 100 ; Ch. Masson, 40 ; Gal d'Aillères, 70 ; Pasqueron de Pommervault, 20 ; Touchais, 40 ; R. Louis, 10 ; A. F., 180 ; J.-F. de Brousse, 100 ; Rey, 20 ; F. de Laborde, 100 ; Harary de Chazelle, 12 ; D. Vallier, 10 ; Anonyme Charente, 90 ; Bernard Pradier, 20 ; Anonyme 7^e, 70 ; M^{me} Chambon, 70 ; Max Roudet, 20 ; Anonyme, 20 ; Philippe Meynier, 20 ; Pradier, 20 ; M^{me} Claudot, 10 ; Ph. Bertrand, 20 ; B. Leduc, 20 ; Anonyme Limoges, 20 ; Col. Picardat, 20 ; Anonyme (Côtes-du-Nord), 200 ; Y. L., 1.500 ; Nicolas, 10 ; De Ravel, 55 ; Châtelet, 20 ; Fonctionnaire à l'O.R.T.F., 100 ; Lerat, 20 ; M^{me} J. Renouvin, 70 ; J. B. (Nancy), 45 ; Raguenet de Saint-Albin, 20 ; De Lauzun, 66 ; P. Brumiaux, 100 ; Damian, 25 ; Anonyme Reims, 50 ; P. H. (Cher), 50 ; M.-P. Tricot, 5 ; Pour le procès d'Angers, 70 ; Th. Dael, 17 ; J. Chailley, 25 ; Mion, 25 ; Pour le procès d'Angers, 1.000 ; J.-P. Lefèvre, 15 ; Fleurigant, 50 ; Anonyme Loiret, 300 ; Procès d'Angers : un militant : 30 ; Broquet, 20 ; J. T., 100.

Total première liste : 6.842 F.

LIBRAIRIE

Pierre BECAT

L'Anarchiste Proudhon, apôtre du progrès social 12 F
Napoléon et le Destin de l'Europe.

Robert HAVARD de la MONTAGNE

Histoire de l'A.F. 8 F

Jacques PAUGAM

L'Age d'or du Maurrassisme .. 35 F

Jean-Noël MAGNE

Léon Daudet 40 F

Charles MAURRAS

Mes Idées politiques 20 F

Maurice JALLUT

Où va la République ? 9 F

Proposition pour un Nouveau

Régime 5 F

Pour vos commandes, adressez vos règlements au Service Librairie - Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs. (port : compter 10 % de la somme). C.C.P. : N.A.F. 642-31.

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

RÉGION PARISIENNE

ETUDIANTS : tous les jours de 15 heures à 19 heures, 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).
U.N.L.A.C. (Lycéens) : jeudis de 16 heures à 18 h 30, même adresse.

PARIS XIV^e

Permanence tous les mercredis de 19 à 21 heures, Café Lakanal, angle avenue René-Coty et place Denfert-Rochereau (métro : Denfert-Rochereau).

PARIS XV^e

Permanence tous les vendredis à partir de 21 heures, au Café des Sports, 25, rue Alain-Chartier, salle du sous-sol (métro : Convention).

PARIS NORD-EST

Permanence tous les mardis, à partir de 21 heures, au café La Mandoline, 2, avenue Secrétan, salle du premier étage (métro : Jean-Jaurès).

ROUEN

16 novembre 1971 : Conférence : « La Nouvelle Action Française - Tradition et Progrès ». G.-P. Wagner et Francis Bertin.
Salle de la Halle-aux-Toiles.

TOURS

16 novembre : Yves Lemaignan et Gérard Leclerc. « La monarchie, condition du progrès national ». Salle Balzac.

SIX-FOURS

La presse d'Action Française est en vente à la Librairie d'Almaric, avenue de la Mer.

MARSEILLE

Permanence tous les jeudis de 19 à 20 heures, au café « Le Petit Duc », Librairie Maupetit, 142, La Canebière, Marseille (1^{er}).
Responsable : J. de Creliers, 701, Le Corbusier, Marseille (8^e).

GRENOBLE

Permanence tous les vendredis à 18 heures au local, 4, square des Postes, 38 - Grenoble.

STRASBOURG

Permanence tous les mercredis de 20 heures à 21 h 30, au restaurant « Au Canon », place du Corbeau, 67 - Strasbourg.

AUBE

Conférence de Bertrand Renouvin : « La Nouvelle Action Française », chez M. Bernard Breuzon, à la Maison du Champagne, Colombey-le-Sec. Le samedi 20 novembre 1971.

DOUAI

Mercredi 24 novembre : Gérard Leclerc. « La N.A.F., tradition et progrès ».

INSTITUT DE RECHERCHES

Les différents groupes de recherches de l'Institut souhaiteraient s'assurer la collaboration d'étudiants qui seraient chargés de réunir une documentation, de fournir des études de base et d'effectuer des enquêtes.

Les étudiants en droit, sciences économiques et sciences politiques, en histoire et en sociologie (parisiens et provinciaux) intéressés par ce travail, sont priés d'écrire à l'Institut de Recherches de la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris-1^{er}.

NANTES

17 novembre, Gérard Leclerc. « La N.A.F. face à la crise de civilisation ».

RENNES

Permanence : écrire à Y. de Prunelé, N.A.F., 35, rue de Châteaudun, à Rennes.

TOULON

Mercredi 1^{er} décembre : Gérard Leclerc. « La N.A.F., tradition et progrès ».

TOULOUSE

Réunion de rentrée le 27 novembre à 16 h 30, dans les salons du Grand Hôtel, 31, rue de Metz, sous la présidence de Jean Toublanc, membre du Comité Directeur de l'Action Française, responsable national de la propagande.

LE SOMMEIL DU GAUCHISME

Par Jacques **BLANGY**

Signe des temps : Maurice Clavel, dans le *Nouvel Observateur*, se déclare ravi par Mitterrand dans son dernier numéro télévisé. Où donc est passé le temps où son billet de *Combat* jetait des éclairs d'apocalypse annocateurs de la révolution totale ? Pour un peu, on se désolerait. Notre gauchiste mystique va-t-il donc prendre sa retraite, satisfait d'un éventuel front popu, sage, si sage...

Pour que notre homme en soit arrivé là, mai 68 doit être loin, très loin.

L'assemblée débat de la rente Pinay. Pensez donc la rente Pinay ! Comme l'écrivait un consœur de Clavel dans le même hebdo : « *Quelle dérision et quel symbole pour le gauchisme d'aujourd'hui !* » Et Thierry Pfister dans le *Monde* à propos de la même assemblée de citer ce mot d'un animateur de l'extrême-gauche révolutionnaire « *Quand le théâtre d'ombre se ranime, les gauchistes disparaissent dans la trappe.* »

Il ne sont pas tout à fait disparus, mais tout de même, ils sont bien en sommeil. Si l'on excepte les organisations trotskystes telles l'A.J.S. et la ligue communiste, les mouvements de mai traversent tous des moments pénibles. Encore faut-il noter, avec Gombin, que les trotskystes sont plutôt des « extrémistes » que des gauchistes. Ils dépendent en somme d'un courant révolutionnaire très classique tandis que le propre des mouvements de mai est dans l'invention de nouvelles formes de lutte.

Ce sont ces mouvements-là qui connaissent les plus grandes difficultés avec le parti socialiste unifié. Dans la mesure où celui-ci se réclame de la contestation radicale, il n'échappe pas à la règle commune. Il est vrai que dans son cas, le problème se complique puisqu'il fait face à des contradictions internes multiples. En son secrétaire général Michel Rocard se condensent des tendances qui forment autant de fractions dans le parti. Le personnage complexe réussit ce tour de force, selon les justes remarques de Marcelle Padovani (1) d'être assez révolutionnaire pour faire peur à la bourgeoisie ; assez rassurant pour symboliser au parlement une opposition légale ; assez technocrate pour pouvoir être, après demain, ministre des Finances d'un gouvernement d'union de la gauche... Belle performance mais qui rend l'adoption d'une

stratégie bien difficile. De fait, le P.S.U. piétine.

La solution pourrait consister à se rallier à la tentative d'union de la gauche autour de Mitterrand. Mais du coup il perdrait son côté révolutionnaire. Révolutionnaire, il ne tarderait pas à se trouver coincé dans la même impasse que les spontanéistes, coupés des réalités, voire même du gauchisme spontané d'une part de la jeunesse ouvrière rebelle jusqu'ici à tous les enrôlements.

Alors ? Il n'est pas douteux que la nouvelle tentative de Mitterrand rencontre pour le moment un succès certain. A tel point que les mouvements trotskystes et Michel Rocard lui-même sont tentés de jouer par rapport au nouveau P.S. le rôle que joue au Chili l'extrême-gauche par rapport à Allende. C'est dire que l'initiative ne leur appartient plus.

La situation est pire pour l'ex-gauche prolétarienne presque paralysée par l'emprisonnement d'Alain Geismar. Les tentatives terroristes ont fait long feu. Il n'est même pas certain, contrairement à ce qui est affirmé un peu partout, que l'attentat contre le député de Grailly ait été le fait de l'aile la plus activiste.

Quant à l'ex-V.L.R. (Vive la Révolution), ce mouvement n'est pas parvenu à faire réparaître depuis juillet son bi-mensuel *Tout*.

Déchiré entre le désir de se lancer dans une guérilla romantique ou de fonder une nouvelle forme d'engagement politique plus total, le maoïsme-spontex tend à s'évanouir en tant que réalité militante.

Pourtant, la décadence du gauchisme n'est pas inéluctable, si l'on songe aux grèves sauvages, à l'impuissance du syndicalisme bureaucratique débordé par sa base, aux jeunes révoltés par leurs conditions de vie et qui contestent le système de production. Mais, nous l'avons dit, le gauchisme politique ne parvient pas à opérer sa jonction avec ce gauchisme syndical. Comme l'écrivait Tiennot Gurmbach dans un récent numéro des *Temps Modernes* : « *Nous n'avons pas su faire notre révolution culturelle ; les connaissances, donc le pouvoir, sont restées concentrées dans les mains d'une poignée de militants.* » Le problème est de savoir si cette autocritique mènera les militants révolutionnaires à formuler une nouvelle stratégie réellement efficace. On peut en douter.

Ainsi, la reconstruction d'un front populaire en face d'une majorité encore bien installée paraît être le fait majeur actuel. Que le front populaire triomphe en 1973, ce qui dans l'immédiat n'est pas probable, n'est sûrement pas une éventualité qui inquiète beaucoup la bureaucratie technocratique qui caractérise le système démocratique. Au sein de ce système Pompidou et Mitterrand sont de faux ennemis et de vrais compères.

Le gauchisme, tel que nous l'avons défini avec Gombin (2), avait le mérite de refuser globalement ce système. C'était, il est vrai, pour se fourvoyer dans les rêves. Lui, disparu, nos bureaucrates pourront-ils dormir sur leurs deux oreilles ? Comment compter sans nous, qui sommes dépositaires d'une contestation plus redoutable parce qu'elle sait où elle va.

Il nous faudra montrer dans les semaines à venir que face à l'établissement, nous avons notre chance. Comme le montrait Pierre Debray dans sa magistrale leçon au premier congrès royaliste universitaire, nous sommes les seuls à pouvoir libérer l'avenir. Encore faut-il que nous sachions mettre en place cette stratégie que les autres contestataires n'ont même pas su inventer.

Jacques **BLANGY**.

(1) *Le Nouvel Observateur*, 25 octobre.

(2) N.A.F. nos 25 et 26. Qu'est-ce que le gauchisme ?

TOUSSAINT D'ACTION FRANÇAISE

Le 1^{er} novembre, une délégation du mouvement, conduite par des membres du Comité Directeur de l'Action Française, a été se recueillir et déposer une gerbe sur les tombes de Louis-Olivier de Roux qui fut le successeur de Maurice Pujo à la tête du Comité Directeur, et de Georges Calzant, qui a permis à l'A.F. de renaître après-guerre.

Le même jour, la tombe de Charles Maurras à Roquevaire a été fleurie par les dirigeants locaux de la N.A.F.